

Iñigo Errejón : "La plus grande réforme qui soit est celle de l'ordre"

FIGARVOX/GRAND ENTRETIEN - Iñigo Errejón est le cofondateur et stratège de *Podemos*. Dans un long entretien exclusif au *FigaroVox*, il analyse les ressorts de la montée des populismes en Europe. Il plaide pour un populisme démocratique qui conjuguerait progrès social et aspirations conservatrices.



□ Iñigo Errejón est le cofondateur et le stratège de *Podemos*, parti espagnol d'opposition fondé en janvier 2014. Il est également docteur en science politique de l'université Complutense de Madrid. Ses entretiens avec la philosophe Chantal Mouffe ont été publiés aux éditions du Cerf sous le titre *Construire un peuple, pour une radicalisation de la démocratie* (2017).

FIGARVOX.- Vous êtes l'un des théoriciens du populisme, à l'origine de la stratégie de *Podemos*. La qualification de "populiste" sert souvent à rassembler l'extrême-droite et l'extrême-gauche. Qu'est-ce qui différencie ces populismes ?

► **Iñigo ERREJÓN.-** C'est tout un ensemble de phénomènes nationaux qui est à l'œuvre aujourd'hui en Europe. Il faut bien saisir cela pour comprendre ce qui est en train de se passer: partout sur le continent, particulièrement en Europe du Sud, on vit un "moment populiste". Celui-ci est une réaction au fait que les acteurs politiques et économiques traditionnels cessent d'intégrer ou d'incarner les besoins de la plus grande partie de la population pour préserver ceux d'un système. Aujourd'hui, bien que la majeure partie des pays européens ont maintenu leurs gouvernements en place, on assiste clairement à une profonde "crise d'horizons". Celle-ci se manifeste essentiellement à travers le sentiment éprouvé par de nombreux Européens d'être abandonnés et laissés sans protection. Le projet européen tel que nous le connaissons a échoué, car il n'est pas parvenu à susciter la tranquillité, la confiance et l'adhésion chez la majeure partie des populations européennes.

Nous vivons partout en Europe un "moment populiste".

De toutes parts, face à la politique de dérégulation à laquelle se livre une élite cosmopolite - une véritable loi de la jungle consistant à dire aux privilégiés qu'ils peuvent faire et gagner toujours plus d'argent -, des voix se font entendre pour réclamer que l'État redevienne responsable vis-à-vis des citoyens. Des personnes exigent que soit renforcée l'idée de communauté et d'appartenance, et que cela se traduise par un rééquilibrage des droits et obligations qui régissent la société. Or ce contrat, le pacte social issu de la Seconde Guerre mondiale, est aujourd'hui rompu. Les minorités privilégiées, en se situant au-delà de tout contrôle démocratique, ont contribué à cette rupture. Voilà ce qui caractérise le moment populiste que traverse aujourd'hui l'Europe. J'ajouterais que Dani Rodrik, un économiste progressiste, a récemment rappelé dans le New York Times à quel point le New Deal, aux États-Unis, fut à l'époque perçu comme un mouvement ou même une "pulsion" populiste.

On a de plus en plus l'impression qu'il y a un divorce entre le "pays réel" et le "pays officiel". Ce pays réel réclame que les institutions redeviennent à son service, et repassent sous son contrôle. Il exige des politiques adéquates pour l'ensemble de la population, et par conséquent que soit recréé un lien national - lâche mais très étendu - qui supplante les appartenances de classe. Ce pays réel rassemble l'immense majorité des perdants des politiques menées toutes ces dernières années, qui restent unis tant qu'ils appartiennent à une communauté nationale.

Le populisme en tant que forme politique dépend de la généalogie d'un peuple, de la définition que l'on en donne. Dans les populismes identifiés comme démocratiques ou progressistes, le peuple n'est pas une communauté par essence, prisonnière de l'histoire, mais repose sur une adhésion civique renouvelée de manière permanente. Nous sommes espagnols, français, italiens, etc. parce que nous décidons de l'être. Nous reconnaissons que nous partageons un passé commun, mais par-dessus tout, que nous avons un futur à partager. Appartenir au peuple relève d'une décision civique sans cesse renouvelée. Ce n'est pas fermé, cela ne dépend pas de la race, du nom, du lieu de naissance.

À l'inverse, les constructions populaires ou populistes réactionnaires se réfèrent à une forme d'identité essentielle et figée dans l'histoire. Dans ce cas, le peuple est fermé, il est déjà constitué pour tous, qu'on le veuille ou non.

Dans le premier cas, le peuple est une chose qui se conçoit sur l'idée républicaine de construire une communauté de transcendance, de gens qui appartiennent à autre chose qu'à leur propre individualité. Comme le peuple n'existe pas, sa construction est une bataille culturelle et politique permanente, inséparable du pluralisme politique et de l'équilibre institutionnel républicain.

Dans le second cas, tout ce qui relève du pluralisme politique et des contre-pouvoirs peut quasiment devenir une gêne. C'est la différence fondamentale qui sépare en deux

aujourd'hui la pulsion populiste qui traverse l'Europe. Aujourd'hui en Europe, la grande question est: vers quel populisme les pays pencheront-ils? Un populisme démocratique, soucieux de l'amélioration de la gouvernance et respectueux des institutions républicaines, ou un populisme réactionnaire consistant à monter les perdants de la crise contre ceux qui sont encore plus perdants? Voilà la bataille politique de notre époque.

Les dernières élections italiennes ont vu triompher deux forces: les populistes du Mouvement cinq étoiles et la Ligue du Nord. Comment analysez-vous la politique italienne et le succès de ces deux mouvements?

► À mon sens, le premier enseignement se trouve dans la déroute des formations politiques soumises au diktat de Bruxelles, ce pouvoir qui n'est qu'indirectement démocratique. En second lieu, c'est une réactualisation de l'idée selon laquelle les personnes "normales" ne sont plus protégées et qu'elles sont mises de côté par les élites économiques et politiques traditionnelles. Cette idée a acquis une composante clairement conservatrice et réactionnaire dans le vote en faveur de Matteo Salvini, qui est très préoccupante. À côté, le Mouvement cinq étoiles a su jouer sur différents tableaux. Son programme contient des propositions progressistes en termes sociaux, et dans le même temps des propositions clairement régressives en matière de droit pénal ou d'immigration.

Il se dessine en Italie un scénario de transition: le système actuel ne va pas durer. Ce qui se passe actuellement est le résultat de la disparition des grands partis politiques italiens et nous allons assister à la lente formation d'un autre système. La question fondamentale est d'identifier qui saura vraiment se préoccuper de cette sensation qu'ont les Italiens et les Italiennes d'être abandonnés ou maltraités par le système politique traditionnel. Mais cette question n'est pas seulement italienne, elle est présente partout en Europe, et - j'insiste - tout particulièrement dans les pays du Sud, sur les épaules desquels pèse la charge d'une ligne politico-économique très austéritaire et absolument insensée.

Les révolutions sont toujours une négociation avec le passé.

Vous défendez régulièrement l'idée que les révolutions sont aussi des moments conservateurs. Qu'est-ce que vous entendez par là?

► Que contrairement à une idée d'origine libérale, très courante également à gauche, selon laquelle l'histoire est linéaire et va toujours de l'avant, vers plus de progrès, les grandes mobilisations ont davantage vocation à défendre des acquis, des institutions ou des droits qui préexistaient, plutôt qu'à en conquérir de nouveaux. Il en existe bien sûr pour acquérir de nouveaux droits, mais je pense que pour la plupart, les mobilisations qui ont le plus réussi sont celles où une rupture s'est faite entre ce que l'on obtient vraiment et ce à quoi on considérait avoir droit. C'est-à-dire une rupture entre ce qu'on espérait et ce qui se produit

concrètement. Cela apparaît d'autant plus crûment lorsque ceux qui tiennent les rênes du pays se montrent incapables de satisfaire les espoirs qu'ils ont eux-mêmes fait naître.

Cela signifie qu'en politique, il est toujours plus facile de défendre qu'attaquer. Je parle de défendre des institutions, des droits, des ensembles juridiques dont la population se sent le digne légataire parce qu'elle en a déjà évalué le bénéfice, plutôt que de se battre pour des choses nouvelles. Même les utopies les plus avancées en termes de répartition de la richesse et du pouvoir politique, d'inclusion, se sont toujours appuyées sur des mythes ou des confessions qui préexistaient dans l'imaginaire et la culture populaire. J'en veux pour exemple la ressemblance entre certaines métaphores ouvrières ou socialistes et des idées profondément enracinées dans la pensée chrétienne.

Une certaine pensée libérale s'est trop autorisée à croire que le progrès devait être linéaire, sans lien avec le passé. Or dès lors que l'on fait appel à des sentiments, des idées, des préjugés, des mythes qui sont déjà présents dans l'imaginaire collectif, alors même les révolutions les plus abruptes deviennent possibles. Les révolutions sont toujours une négociation avec le passé, même lorsqu'elles prétendent faire table rase de ce qui a précédé.

Pourquoi est-ce que les forces progressistes devraient s'emparer des aspirations conservatrices?

► Je ne crois pas qu'il y ait de dichotomie entre progressisme et conservatisme. Le néolibéralisme a impliqué de toutes parts une désorganisation massive des modes de vie, des projets de vie des gens. Les jeunes peinent à planifier leur avenir ou à fonder une famille parce que s'est effondrée la vieille idée de la méritocratie. Le déséquilibre est tel qu'aujourd'hui, bien plus qu'à l'époque de nos parents, être privilégié dès le berceau assure de manière quasi certaine un avenir confortable, tandis que naître dans un milieu modeste prédestine à un avenir du même acabit.

Le néolibéralisme a provoqué une désorganisation massive de nos pays à tous les niveaux. Les gens ne peuvent plus se projeter et sont dépossédés de toute identité solide pourvoyeuse de certitudes, de ce sentiment d'appartenir à quelque chose de plus grand qu'eux-mêmes. Nos appartenances sociales sont fragmentées.

Face à cette désorganisation qui ne profite qu'à une infime minorité, la plus grande réforme qui soit est celle de l'ordre.

Mettre de l'ordre, cela implique de retrouver nos anciennes certitudes, celles sur lesquelles nos pères et nos mères se sont construits. Ce qui n'empêche pas de remettre en cause la forme patriarcale de la société qui, elle, est contestable. Mais en même temps, personne ne peut s'imaginer un retour pur et simple au temps de l'État providence, car les politiques déjà expérimentées ne fonctionneraient plus.

Aujourd'hui la recherche de notre bien-être ne peut reposer uniquement sur notre relation au travail salarié. Elle doit passer par des mécanismes de redistribution d'une partie de la richesse produite avec toujours moins de travail, ce en raison de la digitalisation et de la robotisation. Il nous faut des politiques publiques différentes, avec le même objectif: retrouver une capacité d'ordre et de stabilité pour les gens "normaux". Les privilégiés ont des relations, de l'argent et la capacité d'exercer une violence. Personne n'a autant besoin de l'ordre, de la loi et des institutions que les personnes modestes.

Vous revendiquez d'incarner l'ordre face au "désordre néolibéral". La notion d'ordre est pourtant marquée à droite. Vous faites de même avec les drapeaux et les symboles nationaux. Pourquoi aller sur le terrain de votre adversaire?

► C'est une erreur de la part des forces progressistes que d'avoir laissé aux conservateurs le monopole de l'idée d'ordre, de stabilité sociale et de continuité. Car selon moi, cet ordre est inséparable de la lutte contre les inégalités sociales.

Sans transcendance, il n'y a pas de société.

Les sociétés les plus inégalitaires sont des sociétés économiquement moins efficaces, moins productives en termes de créativité sociale et plus conflictuelles au plan démocratique. Cela signifie que les sociétés les plus ordonnées sont celles dans lesquelles prévaut un idéal qui ressemble très fortement à l'idéal républicain français. C'est l'ordre entendu au sens de communauté. Une communauté spirituelle de destin, de citoyens qui savent qu'ils appartiennent à quelque chose de plus grand et de plus ancien qu'eux-mêmes, et qu'ils souhaitent conserver.

Grâce à cette volonté, naissent des institutions qui permettent d'élaborer une communauté d'hommes libres et égaux, de garantir la bonne organisation du territoire, l'école publique assurant l'égalité des chances, la santé publique, des accords sociaux dans le cadre du travail... Un État responsable et entreprenant, qui assume la mission de développer l'ensemble de la force productive du pays.

Le libéralisme a tissé des mensonges qui ont été particulièrement dommageables. On nous a raconté que tout projet collectif est une utopie systématiquement vouée à se transformer en totalitarisme. C'est un mensonge. La Constitution des États-Unis commence par "We, the people", elle ne dit pas "nous, individus". Elle énonce un horizon, une communauté d'appartenance transcendante. Car sans transcendance, il n'y a pas de société.

On nous a aussi raconté qu'il fallait d'abord penser à soi pour réussir dans la vie, en laissant de côté toute solidarité civique, cohésion et coopération. Cela a détruit et appauvri notre société. Il faut retrouver cette notion d'appartenance et de communauté au travers des institutions démocratiques et de la souveraineté populaire.

Quant aux symboles nationaux, il m'apparaît évident qu'il ne faut pas en faire la chasse gardée des forces réactionnaires, en grande partie parce que les nations se sont formées comme des ensembles démocratiques face aux défenseurs des privilèges.

Au cœur de la nation se trouve une volonté démocratique. Par le fait de naître ici et de vivre ensemble, nous sommes égaux en droits. A une époque où les lieux de travail ne sont plus pourvoyeurs d'identité et où la somme un peu folle d'identités morcelées fournies par les réseaux sociaux et la société de consommation a montré ses limites, les gens éprouvent un besoin d'appartenance. Ils ont besoin que cette identité retrouvée s'intègre dans une société qui se soucie de ses membres, dans les bons comme dans les mauvais moments. Sans une idée forte de bien commun, c'est la pulvérisation et l'atomisation assurées.

Il y a quelque chose de potentiellement populaire et démocratique dans la réunification des appartenances nationales, mais à deux nuances près:

1) Le peuple n'est pas une communauté d'essence mais un projet en construction perpétuelle tourné vers l'avenir, civique et non pas romantique

2) Il faut des institutions pour conserver, protéger et maintenir le pluralisme politique.

Dans ces conditions, on peut faire le pari de la rénovation européenne et d'un "New Deal" vert, car la transition écologique et énergétique de nos économies est elle-aussi nécessaire.

Mais cette Europe-là ne pourra se construire qu'à partir d'un retour à la souveraineté populaire.

La rédaction vous conseille

- "La gauche ou le peuple? Le dilemme de La France Insoumise"
- Le Brexit, Trump, Le Pen: la fracture entre enracinés et mondialisés
- Chantal Mouffe, la philosophe qui inspire Mélenchon, se livre en exclusivité
- Les populismes, côté obscur de la démocratie
- Vers un nouveau monde: après la social-démocratie, la gauche post-marxiste? (3/3)